



Fédération CGT
de la Santé et de l'Action Sociale



La Fédération CGT Santé Action Sociale s'adresse aux salarié.es du secteur



Salarié.es du sanitaire,
du social et du médico social
Secteurs techniques, administratifs,
soignants ou médicaux
Du public et du privé !!

Montreuil, le 10 juillet 2026

Objet: #le15septembreengreve Rejoignez-nous !

Cher.es collègues,

La situation du système de santé et d'accompagnement social en France est catastrophique au quotidien. De fait, nous ne sommes **plus en capacité d'absorber des situations de crise** : les situations que nous connaissons dans nos établissements, et que rencontrent la population en cette période de canicule, **découlent de choix politiques** favorisant les intérêts privés plutôt que l'intérêt général.

Pour passer le cap, soyons solidaires, rassemblés et organisés.

L'ensemble de la CGT est auprès des salarié.es et de la population usagère de nos établissements :

- La Fédération Santé Action Sociale a accompagné la confédération pour une rencontre où nous avons interpellé le **Ministère du Travail** le 24 juin. La fédération a interpellé le **Premier Ministre** dès le lendemain en s'appuyant sur le recensement effectué auprès des syndicats. Nous avons posé l'exigence de la mobilisation des IRP à tous les niveaux. Nous avons demandé et obtenu la réunion de la Commission Hygiène Sécurité Conditions de Travail nationale. Elle a été convoquée le 30 juin.
- Si le **Ministère de la Santé** a semblé dépassé devant l'intervention de nos mandaté.es, nous avons demandé et obtenu un comité de suivi national et la convocation de la commission à l'automne pour tirer un bilan et anticiper 2027.
- C'est maintenant sur le **Ministère des Finances** qu'il va falloir mettre la pression.

A l'automne 2026, les budgets de l'État et de la Sécurité Sociale consacrés aux dépenses publiques 2027 seront mis au débat du Parlement. **De nouvelles dégradations s'annoncent** : *restriction d'accès aux soins, suppression de personnels, augmentation du reste à charge pour les patients, etc.*

Le PLFSS 2026 a été voté à quinze voix près.

Dès maintenant, la CGT se prépare pour augmenter la pression, pour empêcher de nouvelles mesures d'économies sur la Sécurité sociale et gagner un financement à la hauteur des besoins.

Nous avons besoin de **convaincre un maximum de collègues** et **pouvons toutes et tous jouer un rôle**. C'est en discutant et en agissant que **nous construirons** une mobilisation générale pour des budgets destinés à nos établissements, pour le développement de la Sécurité sociale et des services publics.

La Fédération CGT Santé Action Sociale appelle l'ensemble des salarié-es du secteur sanitaire, social et médico-social à s'organiser pour faire du **15 septembre une première forte journée de mobilisation**, et montrer notre détermination à ne plus laisser faire ! Un plan d'action national est posé pour que le 15 septembre soit l'ouverture d'une séquence de mobilisation déterminée à peser sur les choix.

Tous les salarié-es sont invités à prendre leur place en se rapprochant des syndicats, des délégué.es syndicaux, de toutes structures CGT, pour participer à la réussite de cet appel.

Faisons monter l'exigence :

1. **de mesures immédiates,**
2. **d'un financement 2027 à la hauteur des besoins,**
3. **de l'ouverture d'un débat public dans le cadre des élections présidentielles et législatives sur les besoins à couvrir et les moyens à mettre en œuvre**

Faisons connaître les axes de financement possibles :

- Déblocage immédiat des 1,1 milliards de budget mis en réserve dans le périmètre du Ministère de la Santé
- Réattribution immédiate des 6 milliards pris à la Sécurité sociale pour renforcer le budget de guerre (*4 milliards au mois de décembre 2025 et 2 milliards au mois de mai 2026*)
- Arrêt de la taxe sur les salaires dans les établissements de la fonction publique (6 milliards)
- Augmentation de 10% pour l'ONDAM 2027
- Arrêt des exonérations de cotisations sociales aux entreprises (70 milliards)
- Augmentation des salaires et égalité salariale femmes/hommes
- Arrêt du financement du secteur lucratif, et investir les budgets de l'État et de la Sécurité sociale dans le développement du service public de santé et d'action sociale
.....et bien d'autres

Concrètement, **pour ne plus vivre ça, il faut répondre aux revendications suivantes:**

- rendre nos métiers attractifs et reconnaître notre engagement : augmentation générale des salaires, des pensions et leur indexation sur l'inflation, amélioration des carrières, reconnaissance de la pénibilité, reconnaissance des qualifications
- former et embaucher du personnel
- arrêter les fermetures de lits et de services et réouvrir les lits fermés (*80 000 lits depuis 2003, environ 45 000 sous la présidence de Macron*)
- supprimer le forfait urgence, développer le 100% prise en charge sécu
- développer un grand service public de santé et d'action sociale rejetant les intérêts marchands portés par le patronat lucratif, avec un maillage territorial capable de couvrir les besoins en matière de prévention, d'éducation, et de prises en charge
- développer les moyens de recherches et d'adaptations pour faire face au réchauffement climatique ou autres crises anticipables
- mobiliser les moyens pour améliorer le quotidien, développer une société basée sur des valeurs de solidarité, d'humanité et de recherche du bien-être, et non pas dirigée par l'argent, le pouvoir et la haine.

Pour les salarié.es, et pour la population, **cela ne peut plus durer**. Il en va **de notre santé**, et parfois de notre vie. Nos connaissances et nos richesses sont **capables de répondre aux besoins et aux crises anticipables !**

Quand les salarié.es se mobilisent, ils ne laissent pas tomber la population, au contraire. Nos établissements craquent et nous aussi. C'est bien pour cela d'ailleurs que nous assistons à une augmentation des luttes locales et à leur montée en intensité.

Ainsi, la mobilisation du **droit de grève est aujourd'hui de plus en plus utilisée** face à des décideurs qui continuent à refuser de prendre en compte nos revendications, qui refusent souvent, de négocier, et qui peuvent aller jusqu'à bafouer les libertés syndicales et même le droit d'expression.

Au regard de la situation, l'enjeu aujourd'hui est de favoriser le développement, la convergence et la coordination des luttes pour peser sur les choix budgétaires. Le plan d'action posé par la Fédération a cette ambition. Sa mise en œuvre dépend de l'implication du plus grand nombre.

**Nos métiers, nos missions ont du sens !
Nos luttes aussi !**

[Trouver ici les lettres à distribuer, tracts et visuels à utiliser pour vos tracts et réseaux](#)